

**Séance ordinaire du  
lundi 30 novembre 2020**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence  
de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Protection de la population  
et tranquillité publique**

**Présents :**

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

**Absents :**

**Sécurisation et apaisement du chemin de l'écolier - Création du dispositif  
d'Agents de Protection de l'Ecole - Approbation**

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Afin de protéger le chemin de l'écolier, lieu de tous les imaginaires, la Ville de Montpellier a la volonté de répondre aux besoins de sécurisation des traversées piétonnes aux abords des écoles, formulés par les parents d'élèves et les communautés éducatives. La plupart des abords des établissements scolaires de la Ville sont encore pensés en fonction du confort des voitures et de la fluidité des trajets automobiles, alors même que pour un enfant, les premiers déplacements à pied, en autonomie, sont ceux de chez soi à l'école.

La Ville entend aller au-delà de la simple responsabilité que lui confie le Code Général des Collectivités Territoriales à propos de la sûreté et du passage dans les rues, en menant son projet d'une ville apaisée où les familles tiennent une place essentielle. La police municipale ne peut cependant être présente sur tous les passages protégés présentant un danger particulier.

Pour les zones les plus dangereuses à cause du flux automobile, la Ville souhaite lancer une réflexion sur l'expérimentation d'une brigade d'agents de sécurisation des traversées piétonnes, appelés « agents de protection de l'école », chargés de faire traverser les enfants en sécurité. Cette brigade pourrait être déployée sur les passages piétons objectivement dangereux, et au nom de circonstances locales particulières, bien qu'elle ne puisse pas se déployer partout.

Les gestes utilisés par ces agents pourraient être comparés à ceux de tout citoyen qui, en faisant signe à un véhicule de s'arrêter, permet à un autre individu de traverser sur un passage protégé, en sûreté, en application des dispositions de l'article R. 220 du Code de la route. En cas d'accident, le principe de la responsabilité civile de la commune serait applicable. Ces fonctions se limiteraient à l'organisation de la traversée des passages protégés par les enfants, à l'entrée et à la sortie des écoles, et seraient distinctes de celles exercées par les agents chargés de la surveillance de la voie publique.

Employé par la Ville pour cette mission, l'agent de protection de l'école veillerait à la sécurité des écoliers aux heures de rentrée et de sortie de classes en période scolaire. La tenue standard se composerait d'une chasuble de couleur jaune fluorescent, d'un sifflet et d'un panneau siglé « Stop ».

L'agent de protection de l'école disposerait de droits et de devoirs : à ce titre, il s'engagerait à être présent sur son lieu de travail aux horaires réglementaires, prédéfinis, et à faire preuve de savoir-être pour que la mission d'accompagnement des familles prenne tout son sens.

Les équipes seraient rattachées fonctionnellement à la police municipale à qui elles devront signaler toute difficulté et rendre compte de leurs missions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la réflexion sur l'expérimentation d'une nouvelle brigade composée d'agents exerçant la fonction de surveillant chargé d'assurer la sécurité des enfants sur les passages protégés aux abords des écoles les moins sécurisées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201130-149289-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/12/20  
Réception en Préfecture : 09/12/20

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.